



## IL FAUT RECONNAÎTRE LES PROGRÈS ACCOMPLIS

*Port-au-Prince, le 10 janvier 2012* – Malgré des difficultés et des défis structurels nombreux, les signes de progrès et de résultats positifs se multiplient en Haïti alors que le pays commémore le second anniversaire du tremblement de terre dévastateur qui a frappé le pays le 12 janvier 2010.

«Ces résultats sont réels et leur impact ne doit pas être sous-estimé» a déclaré Nigel Fisher, Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies, Coordonnateur Résident et Coordonnateur de l'action humanitaire en Haïti. «Ils ont été rendus possibles grâce aux efforts de centaines de milliers d'Haïtiens, d'organisations de la société civile, d'institutions gouvernementales, du secteur privé et des nombreux partenaires internationaux du pays».

Entre juillet 2010 et novembre 2011, le nombre de personnes vivant dans les camps a diminué de 65 pour cent, passant à 520 000. Chaque mois, des programmes comme le Projet 16/6, lancé l'an dernier par la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti et par le Président Michel Martelly, permettent à des milliers de familles de trouver des solutions de logement alternatives, souvent permanentes, et de reprendre une vie plus normale. Plus de cinq millions de mètres cube de débris ont été déblayés des rues, soit la moitié des débris générés par le séisme : le rythme de leur enlèvement est plus rapide qu'à Aceh dans les mois suivant le tsunami ou que sur le site du World Trade Centre après le 11 septembre. Davantage d'enfants vont maintenant à l'école qu'avant le tremblement de terre. Les taux d'immunisation des enfants sont significativement plus élevés qu'ils ne l'étaient au milieu de la décennie précédente. Un Plan national de contingence et dix plans départementaux – un pour chaque département du pays – ont été élaborés afin de faire face à d'éventuels désastres naturels.

Sous l'égide du Ministère de la Santé Publique et de la Population, un système national d'alerte au choléra a été mis en place; des campagnes de sensibilisation à grande échelle et un réseau national de centres de traitement ont eu pour résultat une diminution globale du nombre d'infections et du taux de mortalité. Plusieurs programmes appuyés par les Nations Unies ont créé d'indispensables emplois tout en contribuant à la reconstruction d'infrastructures essentielles. Avec l'appui d'experts haïtiens et internationaux détachés par les organisations des Nations Unies auprès des différents ministères et institutions nationales, des plans de relèvement et de développement à long terme sont conçus, adoptés et mis en œuvre dans des domaines aussi divers que l'agriculture, l'éducation, la santé, le logement et la nutrition.

Ces résultats et plusieurs autres sont détaillés dans [le Rapport d'activités des Nations Unies 2011](#) qui est officiellement rendu public aujourd'hui. «Mais si nous reconnaissons

la réalité de ces progrès, ajoute Nigel Fisher, nous ne pouvons pas pour autant ignorer les tâches énormes auxquelles le pays fait face. Des efforts immenses et soutenus restent nécessaires. À court terme, il faut continuer à venir en aide à plus d'un-demi million de personnes déplacées qui vivent toujours dans les camps. Plusieurs défis de long terme doivent être relevés, comme le renforcement de la gouvernance nationale et locale, la consolidation de l'état de droit, la création d'un environnement propice au développement économique, la mise en place de services sociaux accessibles, l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, le soutien au riche réseau d'organisations haïtiennes de la société civile et l'appui pour que les Haïtiens puissent sortir de la pauvreté. Les partenaires internationaux du pays vont devoir investir dans le renforcement des institutions nationales, afin qu'Haïti puisse effectivement être gouverné par les Haïtiens. Cependant, des règles de base doivent être établies pour orienter ces partenariats et pour offrir une base de confiance et de responsabilité mutuelles.»

«La crise qui a suivi le premier tour des élections et l'impasse politique qui a perduré entre mai et octobre de l'année passée ont constitué des obstacles importants qui ont limité la capacité du gouvernement et de ses partenaires d'atteindre plusieurs des objectifs qu'ils s'étaient fixés pour 2011» a conclu M. Fisher. «Avec la mise en place il y a quelques mois d'un nouveau gouvernement, Haïti fait face— une fois de plus – à un moment d'opportunité. La responsabilité première de mettre le pays sur la voie d'un développement durable incombe à ses leaders politiques et économiques, mais ils ne pourront y arriver sans l'accompagnement des partenaires internationaux. Le système des Nations Unies demeure un partenaire engagé et continuera à travailler avec le gouvernement et avec le peuple d'Haïti.»

Pour plus d'informations :

**Emmanuelle Schneider**

Porte-Parole

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

Cel: +509 3702 5176

Courriel: [schneider1@un.org](mailto:schneider1@un.org)

**Sylvie van den Wildenberg**

Porte-Parole

Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Bureau: +509 2244 2050 (Ext.: 2691)

Cel: +509 3702 9042

Courriel: [vandenwildenberg@un.org](mailto:vandenwildenberg@un.org)

**Elisabeth Diaz**

Bureau du Coordonnateur Résident et Coordonnateur de l'action humanitaire

Port-au-Prince, Haïti

Cel: +509 3791 9481

Courriel : [elisabeth.diaz@undp.org](mailto:elisabeth.diaz@undp.org)